

Art. 5. Er dient uit hoofde van de opcentiemen geen bijzonder bezwaarschrift gericht te worden. Het bezwaar ingediend inzake de provinciebelasting volstaat. Indien de beslissing voor de belasting-schuldige gunstig is, zal de ontlasting der agglomeratiebelasting van ambtswaige vastgesteld worden.

Art. 6. Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1992.

Kondigen deze verordening af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 december 1991.

Dé Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Excutieve en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financien, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeerswezen
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

Art. 5. Il ne doit pas être adressé de réclamation spéciale du chef des centimes additionnels d'agglomération. La réclamation présentée pour la taxe provinciale suffit. En cas de décision favorable au contribuable, le dégrèvement d'office de la taxe d'agglomération est ordonné.

Art. 6. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Promulguons le présent règlement, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et
Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et
de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 485

8 FEVRIER 1991. — Règlement déterminant le subventionnement, à titre de prix de journée, des instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées agréés, établis dans la Région de Bruxelles-Capitale, qui ont exercé le droit d'option en Communauté française

Article 1er. Le présent règlement règle une matière visée à l'article 108ter, § 3, alinéa 2, 2^o, de la Constitution.

Art. 2. § 1er. Le présent règlement s'applique aux instituts qui, agréés dans le cadre de l'arrêté royal n^o 81 du 10 novembre 1987 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ont exercé le droit d'option en Communauté française conformément à l'article 65, § 5, de la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

§ 2. Le présent règlement ne s'applique pas aux institutions agréées visées par l'article 13 du décret du 18 juin 1990 portant délégation de compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française.

Art. 3. § 1er. Alinéa 1. La subvention annuelle à allouer à titre de prix de journée aux institutions agréées est égale à la subvention allouée pour l'année 1989 avant application du coefficient de journée de présence, tel qu'il est fixé par l'article 2, § 3, de l'arrêté du Collège réuni du 21 décembre 1989.

Alinéa 2. Le Collège adapte la subvention annuelle en fonction d'une éventuelle modification d'agrément.

Alinéa 3. La subvention annuelle est majorée d'un coefficient déterminé par le Collège.

§ 2. Al. 1. La subvention annuelle est adaptée d'après un coefficient de journée de présence, calculé selon la formule suivante :

$$a + \frac{(b \times \text{nombre de mois concernés})}{12 \text{ mois}}$$

2b

a = journées de présence de l'année de subventionnement

b = journées de présence de l'année 1989.

Le taux de journées de présence ne s'applique pas s'il est supérieur ou égal à un.

Al. 2. Le coefficient ne s'applique pas pour les institutions agréées qui justifient de journées de présence égales ou supérieures à

— 200 journées multipliées par le nombre de places agréées pour un semi-internat;

— 200 journées multipliées par le nombre de places agréées pour un internat;

Session 1990-1991

Documents de l'Assemblée :

11 (1990-1991) n^o 1 — Projet de règlement

11 (1990-1991) n^o 2 — Rapport

11 (1990-1991) n^o 3 — Amendements

11 (1990-1991) n^o 4 — Amendements

Comptes rendus intégral et analytique. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 8 février 1991.

- 250 journées multipliées par le nombre de places agréées pour un home;
- 270 journées multipliées par le nombre de places agréées pour un home de nursing;
- 200 journées multipliées par le nombre de places agréées pour un centre de jour;
- 180 journées multipliées par le nombre de places agréées pour une institution agréée qui accueille des personnes ayant une déficience grave de la parole, de la vue ou de l'ouïe.

§ 3. Pour les institutions agréées qui accueillent des personnes dont la prise en charge résulte de l'application d'une réglementation autre que celle de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1987 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, la subvention annuelle est adaptée selon la formule suivante :

$$\frac{a - c}{a}$$

- a = journées de présence totale de l'année de subventionnement
 c = journées de présence effective des personnes émargeant à d'autres réglementations

§ 4. La subvention annuelle est diminuée de la participation financière des personnes handicapées pour les journées de présence dans l'institution agréée.

Art. 4. A la demande des institutions agréées créées après le 1er janvier 1988, le Collège peut adapter la subvention annuelle sur base du personnel engagé et des frais de fonctionnement réels.

Art. 5. Le Collège peut adapter la subvention annuelle en tenant compte de moyennes annuelles des rémunérations barémiques et des charges patronales légales afférentes à chaque catégorie d'emploi.

Art. 6. La participation financière des personnes handicapées prises en charge est déterminée par le Collège.

Art. 7. La liquidation de la subvention annuelle s'opère par avances mensuelles.

Les avances mensuelles sont égales au douzième de la subvention annuelle diminuée du montant des participations financières calculé en fonction d'une présence complète en tenant compte des maxima fixés à l'article 3, § 2, alinéa 2, du présent règlement.

Les avances mensuelles sont calculées selon la formule suivante :

$$\frac{d - e}{d}$$

- d = journées de présence complète des personnes en tenant compte des maxima fixés à l'article 3, § 2, alinéa 2, du présent règlement;
 e = journées de présence des personnes émargeant à d'autres réglementations au cours de l'année précédente.

Art. 8. Il est procédé avec effet au 30 juin à la liquidation des montants représentant la différence éventuelle entre le montant des avances et le montant de la subvention calculée selon l'article 3, § 4, du présent règlement.

Art. 9. Il est procédé avec effet au 31 décembre à la liquidation des montants représentant la différence éventuelle entre le montant des avances prévues aux articles 7 et 8 du présent règlement et le montant de la subvention calculée selon les articles 3, 4, 5, 6 et 14 du présent règlement.

Art. 10. Le Collège peut fixer les barèmes et les qualifications minimales du personnel des institutions agréées.

Art. 11. Par type d'agrément reconnu, les institutions agréées fonctionnent de manière distincte.

Art. 12. Les institutions agréées tiennent par type d'agrément une comptabilité conforme aux principes contenus dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Le Collège établit les plans, comptes et bilans normalisés auxquels les organisations agréées doivent se conformer.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Les comptes et bilan annuels de chaque institution agréée, par type d'agrément, sont transmis au Collège au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés soit des rapports des réviseurs d'entreprise, soit des commissaires aux comptes dûment mandatés.

Le Collège détermine les conditions dans lesquelles les comptes sont soumis soit à des réviseurs d'entreprise, soit à des commissaires aux comptes.

Art. 13. Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des normes d'agrément, de fonctionnement et de personnel en fonction des qualifications requises. Ils contrôlent les méthodes de travail et la qualité des services et prestations de tout ordre. Ils s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions accordées par la Commission communautaire française et vérifient les comptes et les livres.

Toute entrave mise à l'exécution des missions des services d'inspection peut entraîner le retrait de l'agrément par le Collège.

Art. 14. La subvention annuelle est réduite au prorata des subventions accordées par d'autres pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs subventionnent, dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent règlement.

Art. 15. Le Collège procède à la rectification et à la récupération d'office de la partie de la subvention annuelle accordée sur base de déclarations inexactes ou non justifiées des institutions agréées.

Art. 16. Les dispositions du présent règlement prennent leurs effets aux dates fixées par le Collège.

Pour toutes les mesures d'exécution du présent règlement, le Collège demande préalablement l'avis du Conseil consultatif bruxellois de l'aide aux personnes et de la santé.

Art. 17. A titre transitoire et dans l'attente de l'installation du Conseil prévu à l'article 16, le Collège demandera préalablement l'avis du Conseil communautaire consultatif des personnes handicapées de la Communauté française.

Adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Bruxelles, le 8 février 1991.

Le Président,
S. Moureaux.

Les Secrétaires :
M. Duponcelles; D. Escobar.

Le Greffier a.i.,
M. Goergen.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 92 — 465

8 FEBRUARI 1991. — Verordening houdende bepaling van de subsidiëring, op basis van de dagprijs, van erkende medisch-sociale-pedagogische instellingen voor gehandicapten, die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigd zijn en die in de Franse Gemeenschap het optierecht hebben uitgeoefend

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 108ter, § 3, lid 2, 2^o, van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Deze verordening is van toepassing op de instellingen die, erkend in het kader van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987 tot oprichting van een Fonds voor medisch-sociale-pedagogische zorgen voor gehandicapten, het optierecht hebben uitgeoefend in de Franse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 65, § 5, van de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten.

§ 2. Deze verordening is niet van toepassing op de erkende instellingen bedoeld in artikel 13 van het decreet van 18 juni 1990 houdende delegatie van bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 3. § 1. Lid 1. De jaarlijkse subsidiëring die op basis van de dagprijs aan de erkende instellingen moet worden toegekend is gelijk aan de toegekende subsidie voor het jaar 1989 vóór toepassing van de dagaanwezigheidscoëfficiënt, zoals deze werd bepaald bij artikel 2, § 3, van het besluit van het Verenigd College van 21 december 1989.

Lid 2. Het College past de jaarlijkse subsidie aan in functie van een eventuele wijziging van erkenning.

Lid 3. De jaarlijkse subsidie wordt verhoogd met een door het College bepaalde coëfficiënt.

§ 2. De jaarlijkse subsidie wordt aangepast volgens een dagaanwezigheidscoëfficiënt die aan de hand van de volgende formule wordt berekend :

$$a + \frac{(b \times \text{aantal maanden})}{12 \text{ maanden}}$$

2b

a = dagen aanwezigheid in het jaar van subsidiëring

b = dagen aanwezigheid in het jaar 1989.

Het percentage van dagen van aanwezigheid wordt niet toegepast wanneer het hoger is dan of gelijk aan één.

Lid 2. De coëfficiënt wordt niet toegepast voor de erkende instellingen die het bewijs kunnen leveren van een aantal dagen aanwezigheid van meer dan of gelijk aan

- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor een half-internaat;
- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor een internaat;
- 250 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor een tehuis;
- 270 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor een verzorgingstehuis;
- 200 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor een dagcentrum;
- 180 dagen vermenigvuldigd met het aantal erkende plaatsen voor een erkende instelling die personen opvangt met een ernstige verbale, visuele of auditieve handicap.

§ 3. Voor de erkende instellingen die personen opvangen wier verzorging voortvloeit uit de toepassing van een andere reglementering dan die van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1987 tot oprichting van een Fonds voor medisch-sociale-pedagogische zorgen voor gehandicapten, wordt de jaarlijkse subsidie volgens de volgende formule aangepast :

$$\frac{a - c}{a}$$

a = dagen van totale aanwezigheid tijdens het jaar van subsidiëring

c = dagen van effectieve aanwezigheid van personen die krachtens andere reglementeringen een vergoeding ontvangen

§ 4. De jaarlijkse subsidie wordt verminderd met de financiële tussenkomst van de gehandicapte personen voor de dagen aanwezigheid in de erkende instelling.

Art. 4. Op verzoek van de na 1 januari 1988 opgerichte erkende instellingen, kan het College de jaarlijkse subsidie aanpassen op basis van het aangeworven personeel en de reële werkingskosten.

Art. 5. Het College kan de jaarlijkse subsidie aanpassen door rekening te houden met de jaargemiddelden van de lonen volgens barema en de wettelijke werkgeverslasten voor elke categorie van betrekking.

Art. 6. Het aandeel in de kosten ten laste van de verzorgde gehandicapten wordt bepaald door het College.

Art. 7. De liquidatie van de jaarlijkse subsidie gebeurt door maandelijkse voorschotten.

De maandelijkse voorschotten zijn gelijk aan het twaalfde van de jaarlijkse subsidie verminderd met het bedrag van de aandelen in de kosten, berekend in functie van een volledige dag aanwezigheid, rekening houdend met de in artikel 3, § 2, lid 2, van onderhavige verordening bepaalde maxima.

Zitting 1989-1990.

Documenten van de Raad :

11 (1990-1991) nr. 1 — Ontwerp van verordening

11 (1990-1991) nr. 2 — Verslag

11 (1990-1991) nr. 3 — Amendementen

11 (1990-1991) nr. 4 — Amendementen

Volledig verslag en beknopt verslag. — Mondeling verslag, bespreking en goedkeuring. Vergadering van 8 februari 1991.

De maandelijkse voorschotten worden berekend volgens de volgende formule :

$$\frac{d - e}{d}$$

d = volledige dagen van aanwezigheid van de personen, rekening houdende met de in artikel 3, § 2, lid 2, van onderhavige verordening bepaalde maxima;

e = dagen van aanwezigheid van de personen die in de loop van het vorige jaar krachtens andere reglementeringen een vergoeding ontvingen.

Art. 8. Op 30 juni wordt er met uitwerking overgegaan tot de liquidatie van de bedragen die het eventuele verschil weergeven tussen het bedrag van de voorschotten en het bedrag van de volgens artikel 3, § 4, van onderhavige verordening berekende subsidie.

Art. 9. Op 31 december wordt er met uitwerking overgegaan tot de liquidatie van de bedragen die het eventuele verschil weergeven tussen het bedrag van de in artikelen 7 en 8 van onderhavige verordening bepaalde voorschotten en het bedrag van de volgens de artikelen 3, 4, 5, 8 en 14 van onderhavige verordening berekende subsidie.

Art. 10. Het College kan voor het personeel van de erkende instellingen de barema's en de minimale beroepsbekwaamheden bepalen.

Art. 11. De werking van de erkende instellingen verschilt al naar gelang het type van erkende goedkeuring.

Art. 12. De erkende instellingen houden per type van erkenning een boekhouding overeenkomstig de principes van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de bedrijven. Het College stelt de genormaliseerde plannen, rekeningen en balansen waarnaar de erkende organisaties zich moeten richten vast.

Het boekjaar komt overeen met het burgerlijk jaar. De jaarrekeningen en jaarbalans van elke erkende instelling worden, per type van erkenning, uiterlijk op 31 maart van het volgende boekjaar, samen met de rapporten hetzij van de bedrijfsrevisoren, hetzij van de behoorlijk gemandateerde accountants, naar het College gezonden.

Het College bepaalt de voorwaarden waaronder de rekening hetzij aan bedrijfsrevisoren, hetzij naar accountants worden voorgelegd.

Art. 13. De inspectiediensten hebben als taak te controleren of de erkennings-, werkings- en personeelsnormen in functie van de vereiste bekwaamheden worden nageleefd. Zij controleren de werkmethode en de kwaliteit van allerlei diensten en prestaties. Zij zorgen ervoor dat de regels inzake de toekenning en het gebruik van de door Franse Gemeenschapscommissie toegestane subsidies worden nageleefd en controleren de rekeningen en boeken.

Alles wat de inspectiediensten bij de uitoefening van hun taken belemmert, kan tot gevolg hebben dat de erkenning door het College wordt ingetrokken.

Art. 14. De jaarlijkse subsidie wordt prorata afgetrokken van de subsidies die worden toegestaan door andere overheden of door organisaties die door de overheden gesubsidiëerd worden, in de mate dat deze subsidies worden toegekend voor uitgaven die gedekt worden door de in toepassing van onderhavige verordening toegestane subsidie.

Art. 15. Het College gaat ambtshalve over tot de rectificatie en terugwinning van het deel van de jaarlijkse subsidie dat werd toegestaan op basis van onjuiste of ongegronde verklaringen vanwege de erkende instellingen.

Art. 16. De bepalingen van onderhavige verordening treden in werking op de door het College bepaalde data.

Voor alle uitvoeringsmaatregelen van onderhavige verordening, vraagt het College voorafgaandelijk het advies van de Brusselse Adviesraad voor hulp aan personen en gezondheid.

Art. 17. Voorlopig en in afwachting van de in artikel 16 bedoelde installatie van de Raad, zal het College voorafgaandelijk het advies vragen van de Gemeenschapsadviesraad voor gehandicapten van de Franse Gemeenschap.

Goedgekeurd door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 8 februari 1991.

De Voorzitter,
S. Moureaux.

De Secretarissen :
M. Duponcellas; D. Escolar.

De Griffier a.i.,
M. Goergen.

F. 92 — 466

26 JUIN 1991. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'article 108 ter, § 3, alinéa 2, 1^o et 2^o, de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 9 mai 1989;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 65, § 5;

Vu le décret du 18 juin 1990 du Conseil de la Communauté française de délégation de compétences à la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 8 et 14;